

## **INFORMATIONS POUR LES GENS DE MER**

### **En quête d'un avocat**

Les gens de mer sont parfois amenés à consulter un avocat dans un cadre professionnel, s'ils ont un problème juridique.

Les problèmes juridiques qui surviennent dans le cadre de votre emploi peuvent parfois nécessiter un avocat. Certains problèmes, même s'ils sont de nature juridique, sont quelquefois mieux gérés par d'autres moyens, comme l'usage de procédures établies par votre employé ou stipulées dans votre contrat de travail, ou le recours aux administrations de l'état de votre pavillon et/ou port, ou le recours aux services offerts par des organisations de bien-être, ou encore l'intervention des syndicats qui conviennent.

Toutefois, si vous avez besoin d'un avocat, cette feuille d'information vise à vous donner des conseils pratiques pour vous permettre d'en trouver un. Elle explique également comment négocier les honoraires dus pour les conseils juridiques obtenus ou comment trouver des conseils juridiques gratuits.

Pour vous aider à trouver des avocats dans des pays particuliers, veuillez consulter le site Internet de Seafarers' Rights International (SRI) à [www.seafarersrights.org](http://www.seafarersrights.org).

Ce guide général vise à vous aider quand un pays particulier n'a pas de guide spécifique sur le recours à un avocat.

Les avocats sont connus par différents noms à travers le monde, comme « consultant juridique », « homme de droit », « procureur », « conseiller juridique » etc.

## ENGAGER UN AVOCAT

Si vous avez un problème juridique, la première question est de décider dans quel pays vous devez faire appel à un avocat. Ceci dépendra de la nature exacte du problème juridique.

### Exemples de problèmes juridiques

TYPE DE PROBLÈME JURIDIQUE	PAYS OÙ L'AVOCAT DOIT ÊTRE RECRUTÉ	EXPERTISE JURIDIQUE REQUISE
Plainte contre les agences de recrutement ou d'emploi	Le pays où se situe l'agence de recrutement ou d'emploi.	Avocat maritime (avec une expertise en matière de revendications des gens de mer)
Plainte pour arriérés de salaires et autres revendications financières en vertu du contrat de travail, ex : rapatriement, abandon, heures supplémentaires impayées, résiliation impropre du contrat de travail	Le port où se trouve le navire ; et/ou le pays où se trouve le siège social ou le lieu de travail réel de l'employeur.	Avocat maritime (avec une expertise en matière de revendications des gens de mer)
Plaintes à l'encontre de l'employeur pour perte ou détérioration de vos biens	Le port où se trouve le navire, et/ou le pays où se trouve le siège social ou le lieu de travail réel de l'employeur.	Avocat maritime (avec une expertise en matière de revendications des gens de mer)
Plainte pour blessure corporelle/fatalité au travail	L'endroit où la blessure/fatalité s'est produite ; et/ou l'un des ports visités par le navire / et/ou le pays où se trouve le siège social ou le lieu de travail réel de l'employeur.	Avocat en lésions corporelles
Blessure ou incident en mer	Le premier port où la blessure ou l'incident s'est produit ; et/ou le premier port auquel le navire fait escale après la blessure ou l'incident en mer.	Avocat maritime (avec une expertise en matière de revendications des gens de mer)
Enquête criminelle/inculpation	Le pays où l'enquête/inculpation est faite.	Avocat criminel
Plainte pour services de sauvetage	Le pays où se trouve le navire, la cargaison ou le fret, et/ou le pays où se trouve le siège social ou le lieu de travail réel des propriétaires du navire et de la cargaison.	Avocat maritime (avec une expertise en matière de revendications des gens de mer)
Plaintes civiles à l'encontre d'un marin par un tiers	Le pays où est déposée la plainte à l'encontre du marin.	Avocat expérimenté en matière de plaintes de droit civil

## **COMMENT TROUVER UN AVOCAT**

### **L'avocat devrait :**

- Avoir de l'expérience au niveau du type de problème juridique que vous avez. Le droit maritime est un secteur spécialisé. Tous les pays côtiers auront des lois maritimes spéciales et parfois même des tribunaux maritimes, mais les avocats ne sont pas tous familiers avec le droit maritime.
- Ne pas agir pour vous s'il agit également pour des armateurs ou autres intérêts maritimes pertinents au litige, ou généralement. Ceci peut résulter en un conflit en vertu duquel l'avocat risque de ne pas pouvoir vous conseiller indépendamment.

Les gens de mer peuvent trouver des avocats :

- Sur le site Internet de Seafarers' Rights International (SRI). Le site Internet se trouve à [www.seafarersrights.org](http://www.seafarersrights.org). Vous y trouverez une liste d'avocats/cabinets juridiques qui ont souscrit à la Charte de bonnes pratiques pour la prestation de services juridiques aux gens de mer.
- Dans des guides et annuaires internationaux où les avocats spécialisés sont identifiés et classés. Parmi ces sites Internet on trouve par exemple : [www.legal500.com](http://www.legal500.com) et [www.chambersandpartners.com](http://www.chambersandpartners.com) (ces deux sites sont en anglais)
- Sur les listes d'organismes d'adhésion ou organismes réglementaires de la profession juridique dans certains pays. Toutefois, ces sites Internet sont souvent dans une langue étrangère.
- Sur recommandation d'amis ou de membres de la famille
- Sur recommandation des syndicats ou organisations de bien-être les plus proches
- Sur recommandation du consulat le plus proche

## **ENGAGER UN AVOCAT**

Si vous avez un problème juridique, nous vous conseillons de vous faire représenter par un avocat dès que possible, car la plupart des procédures juridiques doivent être entamées ou défendues dans des délais particuliers.

Lorsqu'un avocat accepte de vous représenter, il devrait vous expliquer ce qui suit :

- Les options pour résoudre votre problème
- Les chances d'obtenir le résultat souhaité
- La durée de l'affaire
- Un devis du coût estimé du travail à accomplir
- La disponibilité éventuelle d'une aide juridictionnelle
- Ce que vous devrez peut-être payer si vous perdez
- Si vous devez constituer une garantie pour les frais juridiques de l'autre partie
- Ce que vous devez faire si vous n'êtes pas satisfait des services de l'avocat

Généralement, pendant la gestion du problème juridique, l'avocat devrait vous tenir régulièrement informé des progrès et il devrait respecter les règles professionnelles.

## **PAYER UN AVOCAT**

Les dispositions courantes en matière d'honoraires figurent ci-dessous. Toutefois, ces dispositions ne sont pas disponibles dans tous les pays.

- Les honoraires conditionnels sont généralement appelés "Pas de succès, aucun frais" car ils sont uniquement payables si le résultat est en votre faveur. Les honoraires conditionnels sont généralement calculés au titre de pourcentage du montant qui vous est attribué. Dans certains pays, les avocats n'ont pas le droit de faire payer d'honoraires conditionnels. Toutefois, ils peuvent faire payer un tarif conditionnel qui est similaire aux honoraires conditionnels.
- Les honoraires fixes désignent les honoraires qu'un avocat fait parfois payer au titre de pourcentage de la valeur de la demande. Ils sont généralement offerts si la demande est relativement simple ou courante, mais il est toutefois important de s'informer exactement des services et dépenses qui seront ou non couverts.
- Les frais horaires désignent les frais facturés par l'avocat selon le nombre d'heures qu'il consacre à travailler sur votre affaire. Les frais horaires varient considérablement selon plusieurs facteurs, comme l'emplacement, l'expérience et la réputation de l'avocat. Certains avocats font payer différents honoraires pour différents types de travaux (recherche juridique ou comparution au tribunal).
- Les honoraires payés d'avance désignent les honoraires que l'avocat fixe au titre d'acompte sur les futurs frais facturés. Ces frais sont généralement non-remboursables et si les honoraires dépassent ce montant, vous devez payer le supplément également. Les frais supplémentaires au-delà des honoraires payés d'avance sont généralement requis quand l'affaire doit passer au tribunal.
- Les frais réglementaires désignent les frais établis par statut dans un pays particulier, ou les frais établis et approuvés par un tribunal et qui sont imputables au marin.

## OBTENIR DES CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS

Vous trouverez ci-dessous diverses options pour obtenir des conseils juridiques gratuits.

### **Aide juridictionnelle**

L'aide juridictionnelle est un système qui veille à ce que ceux qui ne peuvent pas se permettre d'avocats aient accès aux services juridiques. Toutefois, elle n'est pas disponible dans tous les pays et elle n'est pas disponible pour tous les types de problèmes juridiques. Il y a dans l'ensemble deux types d'aide juridictionnelle : l'aide juridictionnelle civile et l'aide juridictionnelle criminelle.

**Aide juridictionnelle civile :** Certains pays fournissent une aide juridictionnelle pour les demandes civiles mais souvent, elle n'est offerte qu'aux citoyens ou résidents de ce pays.

**Aide juridictionnelle criminelle :** Certains pays fournissent une aide juridictionnelle pour tous les délits criminels, alors que d'autres que la fournissent que pour les crimes graves, comme les meurtres.

**Cliniques d'aide juridictionnelle :** Dans de nombreux pays, le gouvernement finance des cliniques d'aide juridictionnelle et ces dernières peuvent généralement uniquement traiter les affaires qui impliquent les pauvres ou les défavorisés. En raison des fonds limités, elles peuvent n'accepter que certains types d'affaires.

### **Les services juridiques « pro bono »**

« Pro bono » est une expression latine désignant le travail professionnel qui est entrepris bénévolement et gratuitement, ou à un tarif réduit, au titre de service public. Les avocats qui travaillent dans des cabinets juridiques privés attribuent souvent une partie de leur temps au pro bono, alors vous devriez vous renseigner pour savoir si votre avocat fournit des services juridiques bénévoles et dans ce cas, si vous y avez droit.

### **Organisations non gouvernementales**

Certaines organisations non gouvernementales (ONG) qui représentent des groupes de travailleurs, comme les gens de mer, peuvent offrir des services juridiques gratuits. Vous pourriez contacter un syndicat local ou un centre de gens de mer pour déterminer s'ils fournissent des conseils juridiques gratuits.

### **Lignes d'assistance téléphonique**

Des lignes d'assistance peuvent être à la disposition des gens de mer, mais elles ne fourniront que les premiers conseils et vous aurez besoin de parler à un avocat pour obtenir des conseils spécifiques.

## **SI LES CHOSES TOURNENT MAL AVEC L'AVOCAT**

La plupart des pays exigent que les avocats appartiennent à une association d'avocats et à ce qu'ils respectent un code de déontologie pour les avocats. Ainsi, si vous n'êtes pas satisfait de la façon dont votre problème juridique est traité (par exemple s'il y a des délais), vous pouvez déposer une plainte auprès de l'avocat/cabinet juridique ou de l'organisme réglementaire professionnel de l'avocat. Si l'avocat a fait preuve de négligence, vous pouvez entamer une procédure juridique à l'encontre de l'avocat.

Souvenez-vous : vous pouvez changer d'avocat à tout moment. Toutefois, ceci peut s'avérer onéreux car le nouvel avocat aura besoin de se familiariser avec votre problème. Et si vous changez d'avocat, il est important de veiller à ne pas manquer les échéances de l'affaire.

### **Vérifications sur le recours à un avocat**

- ✓ Décidez dans quel pays vous avez besoin de trouver un avocat
- ✓ Trouvez un avocat qui a une certaine expérience dans le type de problème juridique que vous avez
- ✓ Vérifiez que l'avocat n'a pas de conflit d'intérêt et qu'il peut vous donner des conseils juridiques indépendants
- ✓ Vérifiez si vous avez droit à une aide juridictionnelle gratuite
- ✓ Négociez un accord tarifaire qui vous convient
- ✓ Demandez à être tenu informé régulièrement de la progression de votre affaire
- ✓ Souvenez-vous que vous pouvez toujours changer d'avocat ou vous plaindre si vous n'êtes pas satisfait des services de l'avocat

Consultez le site [www.seafarersrights.org](http://www.seafarersrights.org) pour obtenir une liste des avocats qui ont souscrit à une charte de bonnes pratiques pour la prestation de services juridiques aux gens de mer.

### **Seafarers' Rights International (SRI)**

49-60 Borough Road, Londres SE1 1DR, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)207 940 9320/9332 / E-mail : [legal@seafarersrights.org](mailto:legal@seafarersrights.org)

*Juin 2013*

Seafarers' Rights International (SRI) est un centre indépendant dont la mission est de faire progresser les droits des gens de mer par le biais de recherches, d'éducation et de formation sur les questions qui concernent les gens de mer et le droit.